

Municipales à Paris : quel budget pour la restauration des églises ?

Les 96 édifices culturels dont la Ville est propriétaire, sont « dans un état très préoccupant ». Les candidats ont été auditionnés par la fondation Avenir du patrimoine à Paris pour présenter leur programme de restauration.



Dans le quartier des Halles, l'église Saint-Eustache a été longtemps considérée comme une église royale grâce à sa proximité avec le haut lieu de la monarchie, le Louvre. LP/Olivier Boitet

Par Philippe Baverel

Le 6 mars 2020 à 18h48

Quel budget consacrez-vous à l'entretien et la restauration des 85 [églises](#) catholiques, 9 temples et 2 synagogues dont la Ville de Paris est propriétaire, en vertu de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905?

C'est l'une des grandes questions sur lesquelles les cinq principaux candidats à l'élection municipale ont planché au cours des auditions organisées ces derniers jours par la fondation Avenir du patrimoine à Paris, créée en 2014 sous l'égide de la fondation Notre-Dame. Sujet d'autant plus épineux que les édifices culturels parisiens « restent dans un état très préoccupant, en dépit de progrès manifestes depuis quelques années », selon l'observatoire du patrimoine religieux, qui estime que l'effort à fournir s'élève à 500 millions d'euros (M€) sur les vingt prochaines années...

Anne Hidalgo promet 150 millions d'euros

« Nous ferons le maximum pour ce patrimoine essentiel. Et nous avons prouvé notre volonté d'agir », martèle Anne Hidalgo (PS), auditionnée le 5 mars. La maire de Paris rappelle que depuis 2014, 80 M€ ont été déboursés afin de « réaliser 28 opérations de restauration d'envergure ».

Directeur général des affaires économiques du diocèse, Philippe de Cuverville précise : « Il faut néanmoins déduire de cette somme 9,2 M€ provenant de subventions de l'Etat, du mécénat et des bâches publicitaires ainsi que 1,6 M€ engagés au titre du budget participatif. La Ville a donc dépensé 69 M€ sur ses deniers propres ». Pour la prochaine mandature (2020-2026), la candidate de Paris en commun affirme qu'elle allouera 150 M€ au patrimoine culturel. Si cette enveloppe intègre cofinancements et mécénat, il n'en demeure pas moins qu'elle représente un doublement des crédits alloués de 2014 à 2020. Si une église doit être prioritaire, « ce sera la Madeleine », a répondu la maire.

Rachida Dati promet de renforcer les équipes

Désireuse de « renouer avec une vraie politique d'entretien et de mise en valeur du patrimoine », Rachida Dati (LR) propose « un rythme de travaux effectifs d'au moins 90 M€ pendant mon mandat, mon ambition étant d'arriver à 100 M€ ». La maire du VII^e entend renforcer le service des églises à la sous-direction du patrimoine et de l'histoire, en créant « une équipe supplémentaire d'ingénieurs et de techniciens ».

Pour Agnès Buzyn, 180 millions d'euros

Représentante d'Agnès Buzyn (LREM), Florence Berthout (ex-LR), maire du Ve, affirme : « Nous avons une obligation morale et républicaine de restaurer ces édifices religieux qui sont aussi des lieux de solidarité et de partage ». De tous les candidats, c'est elle qui se montre la plus généreuse : « Agnès Buzyn estime que le niveau soutenable financièrement se situe autour de 180 M€ sur 6 ans (dont 20 M€ alloués par l'Etat et 20 M€ par le mécénat), soit 30 M€ par an ».

Cinq chantiers prioritaires pour Cédric Villani

Déplorant « un grand flou sur ce qui est dépensé pour ce patrimoine en grande souffrance », Cédric Villani (LREM dissident) déclare : « L'objectif de 25 millions d'euros par an, soit 150 millions sur la mandature pour la rénovation du patrimoine culturel, rentre tout à fait dans les clous de mon programme ». Soit le même chiffre qu'Anne Hidalgo. A ses yeux, « les cinq chantiers prioritaires sont : Saint Merri, Saint-Eustache, Notre-Dame de Lorette, La Madeleine, Saint-Gervais ».

Des réserves sur les bâches publicitaires pour les Verts

Envoyés par David Belliard, chef de file des Verts, Guillaume Cot, tête de liste EELV dans le IX^e et Joëlle Morel, son homologue dans le XI^e, prévoient de consacrer 150 millions d'euros de 2020 à 2026 au patrimoine de la Ville, civil et religieux. Sans préciser la part réservée aux

églises. Les deux candidats expriment leurs réserves quant au recours aux bâches publicitaires pour financer les travaux.